

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Bibliographie

Journal de la société statistique de Paris, tome 75 (1934), p. 301-308

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1934__75__301_0

© Société de statistique de Paris, 1934, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

BIBLIOGRAPHIE

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Balance des paiements. — Changements dans la situation relative des pays à monnaie or et des pays à monnaie papier.

Les chiffres récents relatifs à la balance des paiements internationaux de divers pays font ressortir les effets de la dépréciation de la valeur or des monnaies sur les balances des comptes internationaux (échanges de marchandises, de services et d'or, opérations de capitaux à long et à court terme). On possède des chiffres complets relatifs à 1931 et 1932 pour 18 pays, dont 9 ont une monnaie stable et 9 autres une monnaie dépréciée; les premiers ont enregistré, pour les marchandises et les services, une balance active de 288 millions de dollars en 1931, mais une balance passive de 63 millions de dollars en 1932, alors que les autres ont « amélioré » leur balance de 534 millions de dollars.

En outre, certains indices montrent que ce mouvement a continué pendant 1933. Au cours des neuf premiers mois de ladite année, les réserves d'or et des devises étrangères des banques centrales des pays à monnaie dépréciée (abstraction faite des États-Unis) semblent avoir augmenté de plus de 500 millions de dollars-or alors que celles des pays à monnaie stable ont diminué d'un même montant.

Il se produit donc une nouvelle répartition des capitaux liquides entre les deux groupes de pays. Nombre de pays à monnaie dépréciée achètent de l'or ou des devises étrangères. Les fonds qui se dirigent ainsi vers certains pays à monnaie or sont utilisés par ces derniers pour faire face au déficit de leurs opérations internationales courantes.

Il est incontestable que les changements qui se produisent ainsi impliquent un ajustement des déséquilibres antérieurs; toutefois, on risque de voir les événements aller au delà du point où les relations économiques normales entre pays pourront être reprises et poursuivies.

Un des principaux faits de cette période transitoire d'ajustement, dont la durée dépasse maintenant deux ans, est qu'un certain nombre de pays débiteurs sont arrivés, sans l'aide de capitaux étrangers, à équilibrer leur balance des paiements et à améliorer ainsi leur crédit. Un grand nombre de ces pays ont pu convertir leurs emprunts (nationaux et extérieurs) et alléger par là le fardeau de leur dette.

On trouvera dans une publication de la Société des Nations, qui vient de paraître, « Balances des paiements, 1931 et 1932 » (204 pages; prix francs suisses : 7,50) des détails complémentaires sur les récents événements survenus dans le commerce international et dans les opérations de capitaux entre pays. Le volume en question non seulement donne un exposé analytique des événements, mais constitue encore un ouvrage précieux de référence, il est même unique dans son genre. Il contient des comptes internationaux détaillés pour 32 pays, portant sur plusieurs années et, dans la plupart des cas, jusqu'à 1932 inclusivement; en outre, dans un tableau comparatif englobant tous les pays, il fournit les chiffres en dollars des balances des principaux groupes d'articles. Des tableaux synoptiques spéciaux font ressortir les opérations internationales concernant différents articles, tels que intérêts et dividendes, envois de fonds des émigrants, dépenses des touristes et opérations de capitaux à long terme.

Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix du XVI^e au XIX^e siècle, par François SIMIAND. (1 volume de 677 pages et xvi graphiques hors texte. Domat-Montchrestien, Paris, 1932. Prix : 70 francs).

Dans son nouvel ouvrage, la personnalité scientifique de l'auteur se confirme (1). Elle peut être caractérisée, semble-t-il, par ses recherches *expérimentales* et leur objet, la réalité *sociale* telle qu'elle se déroule dans le *temps*. Cette réalité n'est pas de celles dont l'existence s'impose universellement à nos habitudes mentales : des auteurs écoutés paraissent encore ne voir dans les sociétés humaines que des juxtapositions d'individus, dans le mot « société » qu'une expression commode et non un objet ayant ses qualités, ses lois propres, objet qu'il y a lieu d'observer et non d'inventer.

Précisons en procédant par comparaisons.

L'œuvre de M. Simiand n'est pas une de ces « économies pures » déduites de quelques principes par des économistes mathématiciens. Non qu'il soit en aucune façon opposé à la déduction rationnelle ou qu'il considère comme illégitime de procéder en science par approximations successives et de ne donner comme premières approximations que des schémas imparfaits de la réalité — mais, pour lui, ces constructions d'économie mathématique sont à côté de la réalité. Certaines sciences sont *devenues* « rationnelles » sans cesser d'être objectives : la mécanique rationnelle, par exemple, est bien déduite de propositions fondamentales peu nombreuses, mais ses déductions reproduisent fidèlement une réalité très bien connue et dont nul ne conteste l'existence propre. Or, comment entreprendre la rationalisation intégrale du domaine si complexe de la vie économique alors qu'il est à peine exploré, à peine connu, alors que par ailleurs cette rationalisation entière n'a pu être réalisée qu'en géométrie, en mécanique et qu'actuellement c'est en physique, après tant de travaux préparatoires, que ses progrès se manifestent?... Au surplus ce n'est pas de la rationalisation de la réalité sociale dont il s'agit : le groupe de chercheurs dont M. Simiand se sépare prend pour base, au mieux, une réalité de psychologie individuelle : un schéma tiré de l'homme isolé et non de la société réelle. Les conclusions de M. Simiand ne sauraient même pas se comparer aux leurs : il traite d'un sujet tout autre.

Une différence du même ordre le sépare d'auteurs libéraux classiques qui ne poussent pas aussi loin que les mathématiciens l'effort de schématisation : d'une part ces auteurs voient la réalité d'un point de vue d'entrepreneurs, d'individus, point de vue atomique en quelque sorte et non global, d'autre part, traditionnellement, ils traitent d'une économie statique alors que la vie économique a le temps pour cadre essentiel. Soit un exemple : il est très vrai que si, toutes choses égales d'ailleurs, un industriel accroît brusquement sa demande de matières premières ou son offre de produits il doit payer plus cher ses fournisseurs dans le premier cas et abaisser ses propres prix dans le second ; d'où la fameuse loi fondamentale de l'offre et de la demande et qui correspond bien à la réalité dans ce cadre. Mais si vraie qu'elle soit, cette loi ne permet pas d'expliquer rationnellement (comme le fait M. Simiand, en particulier dans son dernier ouvrage) qu'un afflux monétaire détermine, dans une société évoluée, une hausse simultanée et de la production et des prix, puis, par son ralentissement, une baisse des prix accompagnée d'une recrudescence de la production. Ces mouvements d'ensemble constituent pourtant un fait essentiel de la fluctuante réalité économique.

La littérature économique comporte de nombreux ouvrages de description (descriptions constituées en proportion diverses de « texte » et de statistiques) : ces ouvrages s'attachent à une région étendue ou limitée du domaine économique et la décrivent avec plus ou moins de détails suivant les cas ; leur cadre, leur extension sont déterminés non par leur objet mais de l'extérieur par une clientèle, par exemple, ou par un programme d'école ou de faculté ; généralement ils pourraient être étendus sur tel point, abrégés sur tel autre sans que l'ensemble en soit essentiellement affecté.

(1) Voir le compte rendu de deux ouvrages antérieurs du même auteur (*Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie* et *Les fluctuations économiques à longue période et la crise mondiale*) dans le *Journal* de juillet-août-septembre, 1933, p. 283.

Ils comportent souvent un chapitre de doctrine ou de méthode mais ce chapitre n'est pas étroitement lié aux autres. Comme ces ouvrages, ceux de M. Simiand comprennent des parties descriptives, seulement dans ces derniers celles-ci sont entièrement intégrées dans un tout aux articulations interdépendantes. Quelques lecteurs peuvent trouver longues certaines phases où M. Simiand, soucieux d'éviter toute affirmation incomplète, multiplie parenthèses et incidentes, limitant, précisant le sens des termes employés; en réalité il use de phrases bien plus longues encore qu'on ne le croit au premier abord : les 677 pages de son dernier livre constituent comme une seule phrase logique étroitement charpentée, un seul syllogisme complexe ainsi articulé : *étant données les exigences de la pensée scientifique et les modalités d'application de cette pensée à la matière économique, étant donné les matériaux disponibles et leur valeur, due réserve étant faite de leur imperfection, la réalité sociale se présente comme telle, et, en tant que probablement telle, elle conduit à la formulation sinon encore de lois véritables du moins à celle des liaisons rationnelles suivantes.*

Cependant les livres de M. Simiand ne sont pas davantage à classer avec la généralité des œuvres de doctrine : ils ne tendent pas à démontrer — ils tendent à découvrir. Et cela explique la complexité de leur présentation : il n'y peut être question de choisir le procédé statistique ou autre qui établit la thèse de l'auteur le plus lumineusement, de trier parmi les faits ceux qui l'illustrent le mieux. A tout moment on y rencontre au contraire des listes exhaustives : listés des sources à retenir, des bonnes et des moins bonnes; liste des précautions à prendre dans l'utilisation d'un document historique; liste des genres de nombres-indices avec examen de ce que chacun fait ressortir ou dissimule; liste de tous les faits susceptibles de quelque influence quand il s'agit de déterminer les antécédents d'un phénomène, etc... Ces énumérations sont longues mais elles sont indispensables à qui demande aux faits de former son opinion et non d'obéir à une opinion préformée.

Pourtant, en un certain sens, on pourrait peut-être dire que M. Simiand est bien homme de doctrine préétablie, mais celle qu'il suit avec intransigeance est doctrine de méthode, doctrine exigeant l'application de la plus rigoureuse méthode scientifique objective et expérimentale à la matière économique. C'est elle qui guide l'auteur dans son observation, sans conception *a priori*, de la réalité telle qu'elle est, c'est-à-dire sociale et se déroulant dans le temps. C'est elle également qu'il applique dans ses « expériences » statistiques qui permettent de dégager de la multitude informe des données contingentes ou secondaires les grandes lignes de cette réalité; notons ici combien l'usage qu'il fait de la statistique n'est pas accidentel mais essentiel : c'est en vertu de la loi des grands nombres qu'une certaine réalité, diffuse sur le plan des individus et des faits isolés devient nette sur le plan de leur ensemble. Grâce à la méthode scientifique de l'auteur, la réalité sociale cesse d'être un article de programme, on la voit vivre, on voit ses traits s'accuser et briser les cadres des constructions où l'imagination avait tenté de remédier à une connaissance insuffisante.

Ses chapitres de méthode ne constituent donc pas des introductions de pure forme, ils sont essentiels. Mais — pour clore la liste de ceux dont M. Simiand n'est pas — il n'est pas de ces méthodologistes qui se bornent à présenter à d'autres un instrument dont eux-mêmes ne se servent pas. Son outil est forgé avec soin, mais sitôt forgé il est utilisé et, machine à explorer le social, il conduit à une doctrine au sens ordinaire du mot, à une doctrine interprétant les faits. Sa doctrine de méthode mène l'auteur à une doctrine sur le réel : cet aboutissement montre l'efficacité de la méthode alors que la rigueur de la méthode garantit la qualité de la conclusion.

* * *

Voyons l'auteur à l'œuvre dans les grandes articulations de ses dernières recherches.

Rappelons que dans son ouvrage, désormais classique, sur *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, il se propose une étude du salaire, il justifie son choix de cet objet d'étude et détermine un cadre favorable aux recherches, la France de la Révolution

à nos jours; il dégage des faits que, à l'origine des grandes variations de salaire, se trouvent les fluctuations générales de l'économie et notamment celles des *prix*, déterminées elles-mêmes par celles de la *monnaie* (1).

L'importance du mouvement des prix ainsi démontrée, il se propose dans son dernier ouvrage d'étendre sa connaissance à ce sujet. Il recherche tout d'abord sous quels aspects et dans quel cadre cette réalité — le mouvement général des prix, sous réserve qu'il y ait bien *un* mouvement *général* des prix — peut être le mieux saisie dans son intégralité, sans découpages artificiels et sans confusion (prix de biens matériels, immatériels, de services, prix de gros ou de détail, de matières premières ou de produits finis, etc...; cadre de temps : limites de la période à étudier et fréquence désirable des observations; cadre de lieu : limites territoriales à envisager). Il examine de même quelles sont les données et élaborations statistiques désirables, quelles sont celles qui sont accessibles et utilisables, quelle utilisation légitime il peut y avoir de données imparfaites. Il décide qu'il y a lieu de procéder (indépendamment de toutes nouvelles recherches d'archives) à une mise au point des renseignements existants

sur les prix des *diverses catégories de marchandises*,
du XVI^e au XIX^e siècle (les dates des données devant être aussi rapprochées que possible mais pouvant, faute de mieux, ne pas faire apparaître les mouvements secondaires de l'ordre intradécennal notamment),
 dans les pays de l'*Europe occidentale* et aux *États-Unis*,
 et sur les *phénomènes concomitants* qu'on peut soupçonner avoir quelque influence sur le mouvement de ces prix.

Un premier examen des données confirme qu'il y a bien eu un mouvement général des prix dans le cadre adopté. Il montre que, sous réserve de décompositions ultérieures quand une documentation meilleure permettra de serrer les faits de plus près, ce mouvement des prix s'articule nettement en trois grandes phases :

Dates des « tournants » entre les phases.	Grandes phases brièvement désignées.
Début du <i>xvi^e</i> siècle.	} Hausse générale des prix (triplement ou plus).
Milieu du <i>xvii^e</i> siècle.	
3 ^e quart du <i>xviii^e</i> siècle.	} Marasme des prix (palier ou baisse).
Début du <i>xix^e</i> s. (vers 1815-18).	
	} Hausse générale des prix (doublement ou plus).

Cela étant, le plan du corps de l'ouvrage est fixé.

Pour chacune de ces trois périodes l'auteur procède à un examen approfondi des ouvrages modernes où sont rassemblées des données globales utilisables sur les prix. Afin de déterminer ce qu'on en peut retenir, il les passe notamment au crible d'une quadruple critique : critique statistique (dans quelle mesure l'aspect du mouvement indiqué dépend de la présentation choisie), critique spécifique (rôle du choix des marchandises retenues, variation des groupes de prix et variation de l'ensemble des prix), critique territoriale (rôle du choix des lieux étudiés, étendue territoriale qu'ils peuvent légitimement représenter), critique temporelle (dates et périodes choisies, ce que leur espacement peut laisser ignorer).

Il analyse également des travaux anciens, relativement plus contemporains des faits, et quelques travaux récents portant sur des données particulières : ce complé-

(1) Ces liaisons autorisaient des prévisions relatives à l'évolution de la crise mondiale et ces prévisions, faites au début de 1932, ont été confirmées jusqu'à ce jour par les événements.

ment de recherche lui fournit assez peu de renseignements nouveaux à retenir, il lui donne surtout l'occasion de montrer des erreurs commises (erreurs de faits se développant ultérieurement en erreurs de doctrine) qu'il s'agit désormais d'éviter.

Le mouvement des prix une fois précisé autant qu'il peut l'être tant dans son ensemble que dans certaines de ses différenciations secondaires (suivant les pays, suivant les espèces de marchandises, suivant leur origine indigène ou exotique...), l'auteur procède pour chacune des trois phases à la recherche systématique des concomitances. Il examine tous les faits auxquels on a attribué ou auxquels on pourrait attribuer une influence sur le mouvement des prix : faits physiques (notamment thèses de Stanley Jevons et de Moore sur les faits astronomiques agissant par l'intermédiaire des conditions météorologiques sur la production agricole); faits sociaux non économiques (religieux, intellectuels, politiques, démographiques, techniques); constitution ou « anatomie » économique (extension de l'économie d'échange, importance relative de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, régimes, formes, concentration de la production, classes économiques); fonctionnement ou « physiologie » économique (production et répartition, économie publique et privée, échanges internationaux, faits monétaires).

Dans la masse des faits réunis, retenus après critique comme pratiquement certains ou seulement probables, signalons que la hausse de la première phase se décompose probablement en trois vagues successives et qu'il y aurait sans doute lieu aussi de décomposer la deuxième phase (en particulier, en France, la période du système de Law paraît marquée par une fluctuation caractéristique des prix) — mais les trois grandes phases n'en restent pas moins valables et majeures. Parmi les faits historiques qui ne peuvent pas être retenus comme origines du mouvement des prix, notons en passant le mouvement religieux de la Réforme et le mouvement intellectuel de la Renaissance : ces grands faits doivent être rejetés car c'est d'Espagne que part le mouvement des prix (c'est en Espagne qu'il se manifeste le plus tôt et le plus fortement), alors que la Réforme naît en Europe centrale, la Renaissance en Italie et que ces mouvements évoluent et s'étendent tout autrement que le mouvement des prix.

De l'étude des faits résulte la doctrine.

Cette doctrine nous la connaissons : c'est celle à laquelle aboutissait déjà l'étude des salaires en France depuis la Révolution jusqu'à nos jours (1). Rappelons en quelques mots que, d'après elle, ce qui est à l'origine du mouvement des prix, de l'extension des échanges, des *fluctuations* et du *progrès* économique, ce ne sont ni les faits physiques, ni les événements religieux, intellectuels, politiques, ni les progrès techniques, ni les variations des salaires ou des profits, ce sont les *variations du taux d'accroissement des moyens monétaires*. Ou mieux, c'est l'action de ces variations sur l'homme dont l'activité s'étend à des entreprises nouvelles quand des moyens lui en sont donnés et qui redouble d'intensité pour défendre l'expression monétaire de ses revenus dès que le niveau qu'ils ont atteint est menacé. Au travers de ces actions et réactions psychologico-sociales un afflux monétaire provoque la hausse des prix, l'augmentation de la production, l'extension des entreprises; le ralentissement de l'afflux est à l'origine de la baisse des prix, d'une défense des revenus, de l'amélioration des rendements et d'un nouvel accroissement de la production.

Ce que l'étude des faits dans le vaste cadre du monde occidental du xvi^e siècle au xix^e siècle apporte, c'est mieux qu'une simple confirmation. Elle tend à montrer que la liaison rationnelle découverte ne s'applique pas seulement au xix^e siècle dans certains pays, à cette époque très particulière désignée comme l'ère de la *démocratie* ou de l'*individualisme économique* ou du *machinisme*, mais encore à tout pays et à toute époque dans la mesure seulement où, dans ce pays et à cette époque, existe l'*économie d'échange*, l'*économie à base monétaire*.

Au début et au cours de l'ouvrage, à voir toute la prudence, toutes les réserves, les réticences, dirait-on même, de l'auteur, on s'attend presque à une fin sans conclusion, à quelque résumé de faits aléatoires sans tentative d'interprétation. On arrive au contraire à une doctrine parfaitement nette, très ferme — forte justement de la

(1) Voir le *Journal*, 1933, p. 285.

prudence du cheminement par lequel la pensée y est parvenue — et de la plus vaste portée.

Et l'impression qui s'impose au lecteur est que la science économique, enfin, a trouvé la bonne voie, sûre et féconde.

E. S. DANYSZ.

*
* *

Le problème mondial du blé, par Paul de HEVESY. Un volume in-8, 293 pages, avec 37 annexes, chez Félix Alcan. Paris, 1934. 30 francs.

« De tous les problèmes économiques qui sollicitent l'attention des peuples, celui du blé est peut être le plus important, mais aussi le plus complexe. » Ainsi s'exprime M. Henry Béranger, ambassadeur de France, qui a préfacé l'ouvrage. L'auteur, actuellement ministre de Hongrie à Madrid, a vécu, au cours de sa carrière, dans les principaux pays producteurs, exportateurs et importateurs de blé, et il a pu suivre le développement de la crise dont ils souffrent. Son exposé comporte à la fois une étude détaillée des conditions du marché du blé dans chacun de ces pays, et des suggestions très complètes sur les méthodes à employer pour redresser une situation devenue presque désespérée.

M. DE HEVESY est convaincu que la solution est d'ordre international, aucun pays n'étant à même de résoudre le problème à lui seul. Les statistiques montrent en effet que si, à l'intérieur d'un même pays, la récolte de blé est très variable et peut aller, d'une année à l'autre, du simple au double, la récolte de blé du monde entier est au contraire extrêmement stable; depuis une dizaine d'années, elle oscille autour de 1.200 millions de quintaux, et au cours de cette époque, le monde n'a produit, en moyenne, que 2 % de blé de plus qu'il n'en a consommé. Le rendement moyen mondial reste lui-même toujours voisin de 9 quintaux par hectare. En prenant ces données pour base, l'auteur propose de créer « l'Entente internationale du Blé », association entre tous les États intéressés à la production, au commerce, ou à la consommation du blé. L'organe directeur de cette Entente serait le Conseil international du Blé, comprenant un délégué de chaque État contractant; enfin, il serait fondé d'une part un Office international du blé et, d'autre part, un Office national dans chacun des pays faisant partie de l'Entente. L'Office international aura le monopole de toutes les exportations et de toutes les importations de blé; il n'achètera et ne vendra du blé qu'aux Offices nationaux, et réciproquement.

Chaque année, au mois d'août, le Conseil aurait trois tâches à remplir :

a) Pourvoir à la campagne commerciale en cours, en calculant les besoins totaux d'importation de blé du monde, et en établissant, eu égard à ces besoins, la quote-part qui reviendra à chacun des pays exportateurs. En effet, on connaît à cette époque, d'une façon assez exacte, le volume de la récolte des pays importateurs, dont la moisson est en train de se terminer dans l'hémisphère nord;

b) Pourvoir à la campagne suivante, en établissant les quotes-parts d'exportation, sur la base des exportations moyennes des cinq années précédentes, afin que chaque pays puisse ajuster sa production aux besoins prévus, en réduisant ses emblavures le cas échéant;

c) Fixer le prix mondial. Dans le Conseil, chaque pays dispose d'un certain nombre de voix, compte tenu de sa production, de son commerce, et de sa consommation de blé. Les pays importateurs devront avoir plus de suffrages que les pays exportateurs, afin que ceux-ci ne puissent faire adopter à eux seuls un prix trop élevé.

Les pays importateurs fixeront librement :

a) Le prix auquel ils revendront le blé acheté par eux au prix mondial;

b) Le prix qu'ils paieront à leurs propres agriculteurs pour le blé produit sur leur territoire.

Chacun des pays exportateurs se constituera, chaque année, un fonds qui sera destiné à être réparti entre tous les producteurs de blé du pays : ce fonds est calculé en multipliant le prix mondial par le nombre de quintaux de la production « logique ». Seuls les agriculteurs s'étant conformés à la recommandation de l'Office national concernant la réduction proportionnelle des emblavures toucheront le prix mondial; les autres seront payés à un taux inférieur, suivant un mécanisme fort ingénieux qu'il serait trop long d'exposer en détail : plus ils produiront, moins élevé sera le prix qu'ils toucheront par quintal. Le cas d'une récolte déficitaire est prévu : chaque pays devra se constituer une réserve de blé correspondant à cinquante jours de consommation nationale.

Le but essentiel visé par M. de Hevesy est le relèvement du prix mondial du blé (sans changement du prix du pain), jusqu'à un niveau « raisonnable »; car, dit-il, plus le prix du blé tombe, moins il y a d'hommes qui peuvent en manger à leur faim; en effet, si l'agriculteur manque de pouvoir d'achat, le commerce et l'industrie périssent et le chômage augmente. Dans un tableau annexé au volume et reproduit ci-après figure le prix du blé dans un grand nombre de pays, et en regard le prix du pain dans le même pays et à la même époque; l'examen de cette statistique donne à penser que, dans la plupart des cas, l'écart est trop important.

L'exposé qui précède donne une faible idée de l'intérêt de l'ouvrage de M. de Hevesy; on s'est borné à résumer ce qui en constitue la partie vraiment originale; mais la partie documentaire n'est pas moins remarquable; un grand nombre de statistiques et de graphiques, puisés aux meilleures sources, figurent dans le texte ou en annexes.

Il convient de féliciter M. de Hevesy de manier la langue française avec autant d'élégance que de précision. Certes, il est délicat de se prononcer sur la valeur pratique de ses suggestions, dont il a bien senti d'ailleurs toutes les critiques qu'elles ne manqueraient pas de soulever. En particulier, les essais d'accords internationaux, dans le domaine économique, n'ont pas été jusqu'ici très encourageants. Mais on ne saurait que souscrire au jugement porté par M. Henry Béranger, dans sa préface, sur l'ensemble de l'ouvrage : « Si quelque jour les nations s'assemblent à nouveau pour traiter la question du blé, nul doute que ce livre, si nourri de faits et d'observations, constituera pour les gouvernements la documentation la plus précieuse en même temps qu'une excellente base de discussion, pour faire cesser enfin l'inhumaine guerre du blé. »

R. RIVET.

TABLEAU

Prix du blé indigène coté sur les marchés intérieurs des différents pays, à la mi-novembre 1933, et du pain blanc dans ces mêmes pays à la même époque, en centimes-or (1).

Pays	Prix d'un kilo de blé	Prix d'un kilo de pain blanc
Suisse.	36	35
France	25	39
Italie	24	42
Allemagne.	23	83
Portugal	22	30
Espagne.	20	30
Chili	20	52
Tchécoslovaquie	19	34
Finlande	19	87
Irlande	16	33
Norvège.	15	74
Perse	15	20
Grèce.	15	20
Suède.	14	61
Pologne.	13	46
États-Unis	11	87
Pays Bas	11	44
Japon.	10	33
Turquie.	10	25
Roumanie.	9	24
Belgique.	9	20
Grande-Bretagne.	8	29
Mexique.	8	12
Bulgarie.	8	23
Danemarck	8	58
Yougoslavie.	7	25
Argentine	7	19
Canada	7	46
Hongrie.	7	37
Australie	6	40

(1) Cours de Zurich. — Dans les pays où le commerce des devises est soumis à des restrictions, le cours effectif de la monnaie est souvent inférieur au cours officiel (Allemagne, Autriche, Hongrie, etc.). Il s'agit d'un blé de qualité moyenne, coté à une ou plusieurs bourses du pays en question. Le prix indiqué pour le pain est soit celui de la capitale, soit la moyenne de ceux de plusieurs grandes villes.

Le Gérant : R. WALTHER.
